

Pour une société analphabétisme exclu !¹

Le 8 septembre a été décrété « Journée internationale de l’alphabétisation » par l’UNESCO qui définit comme analphabète « une personne incapable de lire et d’écrire, en le comprenant, un exposé bref et simple de faits en rapport avec la vie quotidienne »².

Dans le monde, c’est un cinquième de la population adulte soit 776 millions de personnes qui ne savent ni lire, ni écrire, ni compter... dont deux tiers sont des femmes.³

En Communauté française, une personne sur dix éprouve des difficultés de lecture et d’écriture. En effet, selon l’association Lire et Ecrire, 10% de la population en Wallonie et à Bruxelles est en difficulté avec l’écrit. Ne bénéficiant pas d’une enquête spécifique, cette estimation est minimaliste en comparaison avec les résultats d’enquêtes obtenus dans des pays comparables⁴.

Cette situation est avant tout le résultat d’une société profondément inégalitaire qui laisse sur le carreau une large frange de la population. Dès lors, il importe de créer les conditions qui favorisent l’intégration de chaque citoyen au sein de la société, notamment via la maîtrise des savoirs de base que sont la lecture, l’écriture, les mathématiques. La responsabilité de chacun est engagée pour prévenir ou éradiquer cette exclusion, à quel que niveau de pouvoir ou d’action qu’il occupe : politique, syndical, culturel mais aussi familial.

Les enjeux de l’alphabétisation sont bien en lien avec le modèle de société plus juste et plus égal. Car il est inadmissible, alors que tant de moyens existent, qu’une partie de la population soit privée d’exercer ses droits, d’accomplir ses devoirs, de réaliser ses désirs, bref de remplir pleinement son rôle de citoyen? « Le droit à l’alphabétisation s’inscrit pleinement dans ce droit fondamental [le droit à l’éducation proclamé par l’Unesco] : la possibilité pour tous de participer économiquement, socialement, politiquement et culturellement à la construction de la société. »⁵

Lutter contre l’exclusion sociale...

De nombreux adultes qui éprouvent des difficultés de lecture et d’écriture sont exclus des filières de formation qualifiante car ils ne possèdent pas un bagage suffisant pour y accéder (le test d’entrée peut se transformer en obstacle et devenir la cause d’exclusion de la formation). Ils sont alors exclus du monde du travail exigeant, outre de posséder un permis de conduire et un véhicule, de plus en plus de compétences liées aux nouvelles technologies. Ils sont exclus de la scolarité de leurs enfants car ils ne sont pas en mesure d’assumer le suivi de leurs devoirs et leçons. Ils sont mis dans l’incapacité d’exercer leurs devoirs civiques. Ils sont parfois la proie de propriétaires peu scrupuleux qui les logent dans des logements vétustes voire insalubres.

¹ Par Nathalie Rozza, animatrice permanente de l’ACJJ – septembre 2011.

² Définition de l’UNESCO de 1958

³ Editorial Catherine Stercq « Pourquoi revendiquer ? Les enjeux de l’alpha » *Journal de l’alpha* n°170 septembre 2009.

⁴ Source « Question sur l’alphabétisation. Réponses aux 61 questions les plus fréquentes » LEE Communauté française, page 14.

⁵ Vers un plan wallon pour l’alphabétisation juin 2004 ouvrage collectif sous la direction de LEE en Wallonie, page 18

...et contre les inégalités scolaires

Des témoignages d'adultes en difficulté de lecture et d'écriture démontrent que certains d'entre – eux, durant leur bref passage sur les bancs d'école, ont intégré une image négative d'eux-mêmes « je suis idiot puisque l'école me l'a dit ! »⁶

Vécus douloureux et traumatisants ! L'école devrait être pourtant un lieu qui favorise l'égalité entre tous les enfants de tous milieux culturels confondus, ce qui sous – entend la valorisation de chaque enfant quel que soit son milieu socio – culturel. Pour cela, il est important de renforcer les liens entre parents (notamment des milieux populaires) et enseignants pour une meilleure compréhension des uns et des autres, une meilleure connaissance, un mieux vivre ensemble.

Lors de la campagne « L'école en questions » menée en 2010 par la Plate-forme de lutte contre l'échec scolaire⁷, des rencontres citoyennes ont eu lieu sur le territoire de la Communauté française avec des parents d'élèves, des adultes en formation d'alphabétisation, de futurs enseignants, des animateurs, etc. Des pistes de solution ont été évoquées lors de ces rencontres – échanges : la gratuité de l'école, l'arrêt des orientations trop rapides vers l'enseignement qualifiant, l'exigence que toutes les écoles soient de « bonnes écoles », le refus de la sélection des élèves au moyen des inscriptions, la diminution du nombre d'élèves par classe, l'engagement du personnel supplémentaire, la lutte contre les discriminations, l'augmentation de moyens pour les infrastructures et les locaux, des actions pour rétablir la confiance et la communication entre écoles et familles⁸.

Cela implique que sur le plan politique, l'enseignement ne soit plus considéré comme une charge qui pèse sur le budgets et qu'il importe de raboter au même titre que d'autres secteurs. L'enseignement est au contraire un bien fondamental, vital qui exige des moyens appropriés pour développer une école de la réussite qui garantisse l'acquisition des savoirs de base afin que tous les enfants sortent de l'école primaire en sachant lire, écrire, compter, penser...⁹ Prévenir l'échec scolaire et insister lourdement sur la gratuité effective de l'enseignement est impératif. Chaque rentrée scolaire est l'occasion pour la Ligue des Familles de dénoncer, via son étude annuelle, le coût excessif des frais scolaires infligés aux parents¹⁰. Longues listes de fournitures parfois, les frais de garderie et d'études ne tenant pas compte des revenus des familles (monoparentales ou pas), frais de livres, de photocopies, frais de transports, dépenses pour les voyages scolaires et activités extérieures etc. L'école serait-elle devenue un sport de riche ?

⁶ « L'école en questions ». Analyse des débats sur l'école dans le cadre des actions d'alphabétisation. Sous la direction de Magali Joseph, chargée d'études à LEE Bruxelles. Une initiative de la Plate-forme de lutte contre l'échec scolaire, introduction page 9.

⁷ Liste des membres : l'APED, l'APEPA, CGé, la CEDD, la FAPEO, la FFEDD, Infor-Jeunes, la Ligue des Droits de l'Enfant, la Ligue des Familles, Lire et Ecrire, le MOC, Vincent Carette (ULB), Marcel Crahay (ULG et Genève), Vincent Dupriez et Bernard Delvaux (Girsef-UCL), Benoît Galand (UCL), la CSC secteur enseignement, la CGSP secteur enseignement, le SEL-SETCA.

⁸ « L'école en questions ». Analyse des débats sur l'école dans le cadre des actions d'alphabétisation. Sous la direction de Magali Joseph, chargée d'études à LEE Bruxelles. Une initiative de la Plate-forme de lutte contre l'échec scolaire, pages 29 à 34.

⁹ Editorial Catherine Stercq « Pourquoi revendiquer ? Les enjeux de l'alpha » Journal de l'alpha n°170 septembre 2009

¹⁰ Article « L'école coûte cher, toute l'année » de Martine Vandemeulebroucke, Le Soir du 11 août 2011.

Cependant, il ne s'agit pas uniquement de tancer le mode de vie de notre société mais également de remettre en cause le fonctionnement au sein de notre microcosme familial et de questionner la responsabilité des parents, « éducateurs ». C'est à chacun, citoyen responsable et critique, de ne pas succomber aux chants de sirènes du consumérisme, de rester vigilant par rapport aux dépenses, d'acquiescer des réflexes « malins » tels que le recyclage, la réutilisation, le troc, etc. Bref acheter si c'est réellement nécessaire en privilégiant les objets durables.

Enfin, dans un monde globalisé, les difficultés que nous rencontrons dans notre environnement restreint à nos frontières linguistiques ne doivent pas occulter le reste du monde. Il nous faut aussi agir de façon internationale en contribuant à une solidarité qui soutienne le développement des pays du Sud et le développement de partenariats notamment dans les domaines éducatifs, culturels et de l'alphabétisation¹¹.

En guise de conclusion... provisoire

Selon l'analyse confiée par la Fondation Roi Baudouin à une équipe de l'ULB et le Germe, « le système scolaire continue de produire des inégalités ». Les chercheurs Dirk Jacobs et Andrea Rea émettent des propositions pour que l'école cesse d'être un lieu de reproduction des inégalités : rendre la 3^{ème} maternelle obligatoire afin de faciliter l'apprentissage du français pour les enfants dont la langue maternelle à la maison est autre, prolonger les tronc communs jusque 15 ou 16 ans, renforcer la mixité à l'école en ne donnant plus aux parents la possibilité de faire le choix de l'institution scolaire.¹²

Quel que soit le milieu socio – économique familial d'où il provient, chaque enfant est en droit de recevoir un enseignement de qualité qui lui garantisse un niveau de compétence minimal, qui mette en place une pédagogie attentive et adaptée à ses besoins. Mais comme le souligne Eric Mangez, docteur en sociologie (UCL), il faut prendre le problème dans sa globalité et ne pas se limiter à des mesures uniquement pour l'école. Plus de justice sociale peut générer plus de justice scolaire. Et de revenir sur la manière très inégale dont sont réparties les richesses. En effet, l'école n'est pas un système autonome et indépendant du système économique.¹³

Qu'une partie de la population devienne des citoyens de seconde zone est inacceptable. C'est pourquoi, notre choix porte sur une société où chaque citoyen est en droit de participer, d'être acteur de son environnement proche, d'être en pleine capacité d'exercer son rôle de parent dans la vie scolaire de leurs enfants (soutien pour les devoirs à la maison, réunions de parents, consultation), bref de participer à l'élaboration de son projet de vie tant personnel que professionnel, à la vie sociale, culturelle et politique de son quartier, de sa commune.

Le droit de réfléchir, de questionner, de débattre de sujets divers et multiples, ainsi que le droit de pouvoir s'exprimer en tant qu'acteur culturel sont aussi fondamentaux. Ce sont ces droits qu'essaient de promouvoir, notamment, le réseau associatif en proposant des ateliers où chacun peut les pratiquer.

Ces conditions réunies permettront à chaque personne de vivre en toute dignité en étant acteur de sa propre existence dans une posture d'égal à égal avec ses pairs.

¹¹ Editorial Catherine Stercq « Pourquoi revendiquer ? Les enjeux de l'alpha » Journal de l'alpha n°170 septembre 2009

¹² Article « Les immigrés « largués » » de Martine Vandemeulebroucke, Le Soir du 31 août 2011.

¹³ Propos recueillis par Fabrice Voogt, Le Soir du 2 septembre 2011.